

LE 04 FEVRIER 2021 TOUTES ET TOUS EN GREVE

Nous sommes dans une situation sanitaire, économique et sociale inédite et grave pour le monde du travail.

Les annonces de fermetures d'entreprises et de services publics, les milliers de licenciements, le gel des salaires, l'aggravation des conditions de travail sont les conséquences des choix politiques des gouvernements successifs pour satisfaire le capital.

Ces choix tournent le dos à l'intérêt de notre pays, des salarié.e.s, des privé.e.s d'emplois, précaires, jeunes et retraité.e.s.

PLUTÔT QUE DE DÉTAILLER CE
QUI EST DÉSORMAIS INTERDIT,
VOICI PLUTÔT LA LISTE DE CE
QUI RESTE AUTORISÉ



Les organisations syndicales CGT, FSU, SOLIDAIRES appellent les salarié.e.s, les privé.e.s d'emploi, les retraité.e.s, les jeunes, JEUDI 04 FEVRIER AU RASSEMBLEMENT

**10H30 - DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE
MANIFESTATION JUSQU'À LASOUS-PREFECTURE
Avec le respect des gestes barrières**

ALERTE SOCIALE

Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale.

Il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté.

47 % des jeunes s'inquiètent pour leur emploi et le taux de chômage des jeunes a dépassé les 20 %.

Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité et une détresse psychologique forte.

Avec ses mesures insuffisantes, restrictives et incohérentes, le gouvernement sacrifie toute une génération !

- **Rien** pour les petits salaires, la ministre du Travail annonce, presque comme une provocation, une revalorisation du Smic en dessous de 1 % pour 2021. Ce qui fera passer le taux horaire de 10,15 à 10,25 € ;
- **Rien** non plus pour les salaires des 1^{ers} de corvée, exposés depuis le début de la pandémie, toutes et tous devront attendre une hypothétique négociation dans leurs secteurs professionnels fin 2021 ;
- **Rien** pour les soignants qui dénoncent un plan Ségur au rabais et beaucoup de professionnels oubliés ;
- **Rien** pour l'ensemble des fonctionnaires dont le point d'indice reste gelé ;
- **Rien** pour les personnels de l'éducation nationale alors que le simulacre de concertation autour d'un Grenelle de l'éducation déserté par une majorité d'organisations syndicales est au point mort.